



CONCLUSIONS DU DEBAT NATIONAL FLAMAND

L'organisation du débat national:

Puisque notre débat 'national' s'est tenu au niveau régional, le Conseil de Jeunesse, en coopération avec l'Agence Nationale et le Gouvernement Flamand, a décidé d'organiser un seul débat au niveau flamand. On a répandu l'invitation parmi notre réseau (associations de jeunesse, conseils de jeunesse locaux et provinciaux, cercles d'étudiants, associations de lycéens, sur notre site web, ...).

Pour l'organisation du débat même, on a engagé JEF-Belgique. En coopération avec eux et sur base du texte issu du Pre-summit à Bruxelles, on a rédigé quelques hypothèses provocantes. En trois groupes de discussion les participants (plus ou moins 50) on eu l'occasion de discuter sur quelques dossiers 'chauds' de l'intégration européenne. Après le travail en groupes, les participants se sont réunis en session plénière pour présenter les conclusions de leur groupe. Finalement, ils ont eu l'occasion de réagir sur ces conclusions.

Conclusions du débat national flamand du 28 février 2007

1. La réforme des institutions de l'Union Européenne

Nous remarquons qu'il y a un clivage énorme entre les citoyens et la politique européenne. Nous croyons que ce clivage peut être rétréci par un bon gouvernement des dossiers, à travers un couvrage médiatique correcte et via une communication honnête sur la politique européenne. Ce dernier point réfère au phénomène que les hommes politiques ont la tendance de s'approprier les bonnes initiatives qui proviennent de l'UE et de seulement référer à l'UE quand il s'agit des points négatifs.

Nous voulons la formation d'un véritable gouvernement européen. Ceci est seulement possible quand il y a un parlement européen fort qui peut contrôler ce gouvernement. Avec le pilier juridique cela peut mener à un système de 'checks and balances' entre les institutions et à une véritable démocratie européenne.

Nous faisons un plaidoyer pour enlever le droit de veto au niveau européen parce que c'est la raison d'un manque de développer un pouvoir décisif et de points de vue faibles. Pour un nombre limité de compétences qui sont essentiellement liées avec la souveraineté des Etats Membres on peut faire une exception et le droit de veto peut rester d'application.

Nous sommes d'opinion qu'un projet politique tel que l'UE a besoin d'un leadership fort qui indique la direction. Par préférence, ce leadership se retrouve au sein du gouvernement européen. Il est important d'enlever le droit de veto quand on décide sur le leadership, puisque ce droit ne stimule pas de nommer des personnages forts.

La Constitution

Nous sommes convaincus que c'est mieux de ne pas soumettre une matière complexe telle que la Constitution à un référendum, ni au niveau national, ni au niveau européen. A notre avis, il faut mieux faire confiance à la démocratie parlementaire dans la ratifications de la Constitution. C'est aux élus d'assumer ses responsabilités. Donner l'occasion aux citoyens de s'exprimer sur la Constitution est,

selon nous, une forme de participation fausse. On donne l'impression que les citoyens ont le dernier mot, même si ce n'est pas toujours le cas.

La coopération renforcée

Nous croyons que le principe de la coopération renforcée entre quelques Etats membres peut être une résolution pour une impasse institutionnelle. De toute fois, il est d'une extrême importance de mettre en avant l'intérêt européen et non pas l'intérêt d'un petit nombre d'Etats membres, quand on s'engage dans une coopération renforcée.

2. La politique étrangère et de défense de l'UE

Nous sommes convaincus du fait que la politique étrangère de l'UE doit être renforcée urgemment. Il est absolument nécessaire que les pays de l'UE parlent avec une seule voix. Afin de réaliser ceci, nous optons pour une centralisation du pouvoir dans ce domaine et, par conséquent, pour un ministre des affaires étrangères qui fait partie du gouvernement européen. Ce ministre doit avoir son bureau au sein de la Commission européenne et non pas au sein du Conseil Européen. Il doit également disposer d'un budget assez large afin de diminuer sa dépendance des Etats membres. Enfin, il est important de faire la distinction entre les affaires étrangères, l'aide au développement et le commerce étranger. Ceci signifie que les deux derniers domaines ne peuvent pas servir comme instruments dans les mains du ministre des affaires étrangères. Or, il est nécessaire d'installer une coordination entre ses départements.

Nous avons la conviction que le droit de veto doit être enlevé dans ce domaine. Ceci mènera à un plus grand poids politique pour l'UE au niveau global, ce qui ne veut pas dire que l'UE doit être un contrepoids pour les autres poids lourds au niveau global. Mieux vaut que l'UE mette d'autres accents dans sa politique étrangère. Nous croyons que c'est important de mettre en exergue le respect pour les droits de l'homme ou encore d'accentuer le rôle de l'ONU.

Nous croyons que l'UE doit disposer d'une armée européenne. Cette armée aurait en premier lieu un caractère défensif, notamment la protection du territoire européen. Il s'agirait d'une petite armée opérationnelle qui peut opérer de façon indépendante d'autres structures internationales.

3. La politique socio-économique de l'Union Européenne

Stratégie Lisbonne

Nous remarquons que la Stratégie Lisbonne est souvent une histoire paradoxale.

- Les objectifs sont plus ou moins contraignants, néanmoins les Etats membres restent libres dans l'implémentation des objectifs. Ceci maintient l'Europe à plusieurs vitesses, au moins au niveau des avancements économiques. C'est pourquoi nous voulons que la régie de la Stratégie Lisbonne soit en mains de la Commission Européenne pourvu qu'elle défend l'intérêt européen.
- Les objectifs visent avant tout à promouvoir la croissance économique et le nombre d'emplois et trop peu à une Europe sociale. Les Etats membres sont censés avancer en termes économiques sans prendre en considérations des revendications sociales. Nous demandons plus d'attention pour les effets sociaux du développement économique. Afin de réaliser ceci, nous proposons d'impliquer plus les partenaires sociaux et la société civile tout au long du processus de Lisbonne.
- Les objectifs promeuvent la mobilité internationale des jeunes. Cependant, il y a des Etats membres qui soumettent la mobilité des employeurs à des conditions et des limites, et nous trouvons cela regrettable.

La politique sociale

Nous sommes convaincus du fait que l'UE a besoin d'une véritable politique sociale. Avant tout, elle doit mettre sur pied une cadre qui stipule les conditions générales pour la politique sociale des Etats

membres. Ainsi, chaque Etat membre aura une politique sociale qui est en ligne avec la politique sociale des autres Etats membre.

L'éducation

Nous voulons que l'UE joue un rôle complémentaire et de soutien dans le domaine de l'enseignement. L'expérience de Bologna nous a appris que la voie vers l'équivalence des diplômes est encore longue.

Nous trouvons que l'UE doit jouer un rôle très clair dans la reconnaissance de l'éducation non-formelle et informelle. Chaque Etat membre fait sa contribution, mais il y a encore trop peu de coordination.

Nous voulons que l'UE donne plus d'importance à l'éducation interculturelle puis que justement dans ce domaine elle peut apporter des atouts.